RÉPUBLIQUE FRANÇAISE **DÉPARTEMENT DU CALVADOS**

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

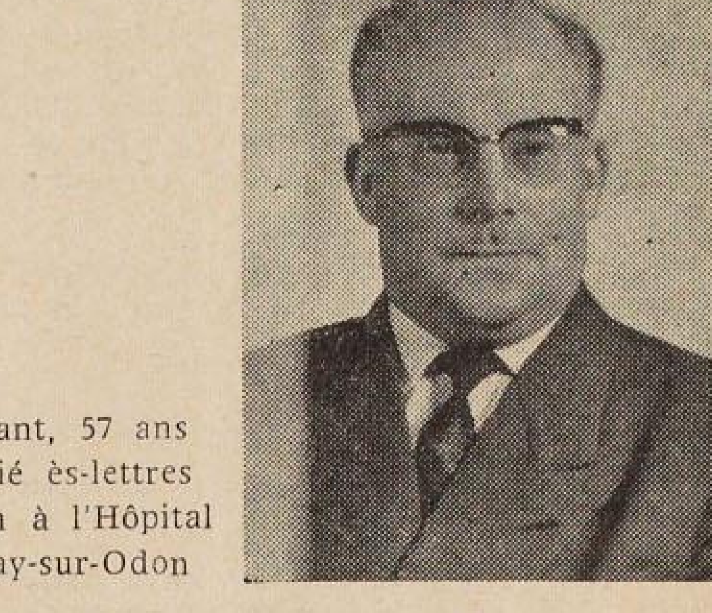
5e CIRCONSCRIPTION DE VIRE

MARCEL RESTOUT



Député sortant P. D. M.
Conseiller Général
Maire de Beaumesnil
Membre de la Chambre
Départementale d'Agriculture
Agriculteur, 41 ans
Candidat d'Action Sociale
pour la Justice et la Liberté
et la Défense de la
République
5e Circonscription

RAYMOND MONARD



Suppléant, 57 ans
Licencié ès-lettres
Médecin à l'Hôpital
d'Aunay-sur-Odon

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Voici un peu plus d'un an, le 12 mars 1967, vous m'aviez désigné pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. Aujourd'hui je me représente à nouveau devant vous. Pourquoi ? C'est ce que je veux résumer sans démagogie et sans passion afin que vous puissiez juger en connaissance de cause, dans le calme, aux travers des bourrasques qui soufflent et souffleront malheureusement encore un certain temps sur notre pays.

En mars 1967, les élections législatives ont privé la majorité gouvernementale d'un nombre important de sièges, lui laissant peu de chance de continuer à diriger le pays sans s'assurer une plus grande participation avec les élus d'autres groupes politiques. Mais pour que cela soit possible, il était indispensable de modifier l'orientation politique dans un sens plus social et plus économique. C'est ce que réclamaient les élus de nuances diverses, rassemblés dans le groupe **PROGRES et DEMOCRATIE MODERNE**, présidé par M. Jacques DUHAMEL, car l'an dernier, losque je me suis présenté à vous contre un candidat sortant de la majorité, c'était, comme je n'ai jamais cessé de le proclamer, pour participer à ce virage social et économique dont la nécessité commençait à poindre dans tous les domaines. Face à un refus catégorique de négocier et de participer de la part de la majorité et pour manifester publiquement son désaccord, il ne restait plus à l'élu qu'un seul moyen : voter la censure, ce que j'ai fait et que je ne regrette nullement.

Je ne pouvais, sans trahir mes électeurs, accorder ma confiance à un gouvernement qui avait refusé d'entreprendre, alors que nous le réclamions, les transformations qu'exige l'évolution technique, sociale, intellectuelle et culturelle de notre époque à l'échelle mondiale.

Seul le régime actuel est responsable de ce qui vient de se passer et qui, à mon avis, n'est qu'un épisode des immenses mutations qui secouent les bases mêmes de notre vieille civilisation que nous devons réformer au plus vite pour ne pas, qu'en disparaissant, elle nous entraîne vers un abîme dont nous ne connaissons pas la profondeur et que guette une poignée d'anarchistes.

Mais, je puis vous dire, que dans les heures qui ont précédé ce vote de la motion de censure, un véritable drame de conscience s'est posé pour chaque député et pour moi en particulier. Que signifiait ce vote de la censure ? Dans un vote de censure, il n'y a pas d'abstention possible ; ne pas la voter c'était donner raison au gouvernement et avaliser toute sa politique ; alors que la voter c'était donner la parole au général de GAULLE, président de la République qui, lui, ne peut pas être censuré par l'Assemblée Nationale puisqu'il est élu pour sept ans au suffrage universel. C'était lui laisser la possibilité de prendre une des diverses solutions que lui permet la constitution.

Il a prononcé la dissolution de l'Assemblée, c'est ce que notre groupe avait demandé par la voix de son président car, cette chambre était devenue par la manœuvre des uns et l'astuce des autres, pratiquement inexistante. Nous avons passé un an à assiser à des votes bloqués ou à des dépôts de motion de censure.

Aujourd'hui que le pire a été évité, qu'un semblant de calme est revenu, que la parole est au peuple, que devons-nous faire ? D'abord analyser les causes de ce chaos qui nous fait découvrir que nous sommes entrés dans un régime social nouveau. En quelques jours les choses ont bougé plus rapidement qu'en dix ans. J'ai confiance, car notre pays s'est toujours sorti de situation difficile, mais, pour avoir trop tardé à se préoccuper des problèmes économiques et sociaux, la situation est devenue explosive, et, sur le plan politique, c'est la division des Français en deux blocs qui me paraît le plus grave. Il faudra que le gouvernement de la majorité quelle qu'elle soit, ne cherche plus à gouverner avec la moitié des Français contre l'autre moitié, mais avec le plus grand nombre.

C'est pourquoi, en ce qui me concerne, j'ai toujours été et resterai un candidat modéré ou centriste comme vous voudrez. Le général de GAULLE, n'est-il pas, après son discours du vendredi 7 juin dernier, devenu centriste lui-même ? Le slogan Gaullisme ou Communisme ne veut rien dire. Pour moi, je suis avant tout Français et mon seul guide est ma conscience. Je ne suis décidé à aucune compromission pour devenir député, car je ne l'ai été ni par

orgueil, ni par intérêt personnel et, si je dois l'être à nouveau, ce sera pour me dévouer pour mon pays et ma région. Que ceux qui insinuent, à propos de mon vote de censure, des calomnies qui n'ont aucun sens que de ridiculiser leurs auteurs, les uns pour me nuire, les autres par ignorance, à tous je leur pardonne, et cela me fait sourire, car, être député n'est pas une finalité dans la philosophie de ma vie.

J'ai fait mien le discours de Monseigneur Marty demandant à tous de se ressaisir pendant qu'il est encore temps et de comprendre qu'il est indispensable, si nous voulons sauver les bases mêmes de notre civilisation de savoir renoncer à certaines situations privilégiées pour réaliser ensemble la mutation de notre société. Mais pour cela, il faut que soit revu tout le cadre dans lequel se situe le budget de l'Etat, laisser la parole aux élus, faire participer les jeunes comme les anciens, les enseignants et les étudiants, les ouvriers et les paysans, les artisans et les commerçants à la vie de la nation. Si c'est ce que veut faire le Président de la République, je suis d'accord avec lui et prêt à l'aider. Il faut des artisans à la conciliation, il vaut mieux pour DE GAULLE, un interlocuteur valable et honnête, que des amis qui le renient dans les tempêtes pour se raccrocher à lui quand le calme est revenu.

Voici pourquoi, chers Electrices, chers Electeurs, vous êtes appelés à vous prononcer sur l'avenir de la France.

Trois voies vous sont offertes :

La première : changer de politique et de République.

C'est à laquelle travaillent les extrémistes ; **nous la refusons.**

La deuxième : ne changer ni de politique, ni de République. C'est celle de la majorité sortante, qui a mené aux évènements du mois dernier ; **nous ne pouvons l'accepter.**

La troisième : changer la politique sans changer de République. Elle est aujourd'hui celle de tous les Français lucides ; **c'est la nôtre ; il faut changer de politique.**

La France a frôlé la guerre civile hier. Pour que renaisse l'unité du pays, les mots ne suffisent pas. Il faut des actes, il faut des réformes.

Changer de priorités : assurer le plein emploi qui est menacé, empêcher que la hausse des prix ne reprenne d'une main ce qui a été acquis de l'autre, construire des usines, assurer des débouchés et des revenus agricoles.

Changer de méthode : édifier un gouvernement qui accepte le dialogue plutôt que de gouverner à coup de pouvoirs spéciaux ; assurer une information enfin complète et objective.

Changer de dimensions : Il faut une Europe unie, condition de la puissance et de l'indépendance, et qui permette notamment l'écoulement des excédents agricoles, et une garantie des revenus à l'agriculture.

Cette politique nouvelle doit permettre :

— d'assurer la paix civile

— de réformer l'Université et l'Administration

— de décentraliser les responsabilités

— de relancer les activités

— d'obtenir le plein emploi

— d'assurer la justice sociale

— de promouvoir la vitalité de notre région par la création d'activités nouvelles, équipement hospitalier, maisons de retraite, amélioration du réseau routier et ferroviaire, téléphone, développement du tourisme, aménagement d'aérodromes, équipement sportif et éducatif pour les jeunes, amélioration de l'habitat dans les campagnes, accélération des crédits concernant les projets d'adduction d'eau, etc...

Sur le plan général :

1) Une diminution des charges fiscales ;

2) Une simplification de la T.V.A. ;

3) Une simplification et une diminution des charges administratives et fonctionnelles.

4) L'égalité fiscale dans les circuits de distribution ;

La parité de l'impôt direct ;

La retraite à 60 ans pour tous, et la revalorisation des retraites, trop faibles ;

La défense des droits des Anciens Combattants.

Une politique nouvelle exige une majorité transformée !

Oui, tout cela est possible, mais si la France continue à être divisée en deux blocs, la guerre civile que nous avons évitée hier, nous l'aurons demain... A quoi servirait d'envoyer à l'Assemblée Nationale, la même majorité ? Ce serait prendre le risque des mêmes erreurs avec les mêmes conséquences.

Pour éviter le déchirement de la France, pour reconcilier les Français, pour sauver toutes les chances du pays, il vous faut élire une majorité transformée.

Il n'y a qu'une solution et cette solution est un **centre.**

Les Français veulent la participation et la paix civile, ils le montreront en refusant une cassure de notre pays en deux blocs ennemis, fatale à la République comme à la Liberté.

Comme l'a dit M. Jacques DUHAMEL, ils le montreront en choisissant le changement pour éviter l'affrontement.

La Voix du Progrès

Vous qui ne voulez pas que tout recommence, vous rejoindrez les rangs de ceux qui veulent défendre les institutions en réalisant les réformes qu'attend le pays, pour le « PROGRES ET LA DEMOCRATIE MODERNE ».

Marcel RESTOUT

Député - Sortant - P. D. M.

— Conseiller Général —

— Maire de Beaumesnil —

Membre de la Chambre départementale d'Agriculture

— Agriculteur — 41 ans —

Candidat d'Action Sociale pour la Justice et la Liberté

dans le respect de la loi et la défense de la République

Raymond MONARD

Suppléant — 57 ans

Licencié Es Lettres

Médecin de l'Hôpital d'Aunay-sur-Odon

Imp. LE CORNEC - Vire